

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 17/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCAC - STE DES CARRIERES DE CAMPBON

L'Étang Daniel
35680 Louvigné-de-Bais

Références : N1-2024-521-Rapport
Code AIOT : 0006300099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2024 dans l'établissement SOCAC - STE DES CARRIERES DE CAMPBON implanté **Le Petit Betz 44750 Quilly**. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCAC - STE DES CARRIERES DE CAMPBON
- Le Petit Betz 44750 Quilly
- Code AIOT : 0006300099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOCAC est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière du Petit Betz à Quilly pour une durée de 30 ans par arrêté préfectoral du 23/10/2023. Il s'agit d'une carrière de roches massives dont la production maximale autorisée est de 200 000 tonnes par an. La production 2023 s'est élevée à 46 000 tonnes.

Après extraction à l'explosif, les matériaux sont concassés et criblés à l'aide d'installations mobiles. L'activité est réalisée par campagnes.

Lors de la visite, il n'y avait pas d'activité sur le site. Il y avait eu précédemment une campagne d'extraction et de traitement de matériaux entre février et avril 2024.

Les installations suivantes ont été visitées :

- clôture, panneaux et portails en partie,

- aire étanche, dispositif de lavage des roues,
- point de rejet d'eau,
- zone d'extraction depuis le front supérieur,
- zone prévue pour l'implantation des mares compensatoires.

Thèmes de l'inspection :

- Aménagement et suivi du site
- Suivis environnementaux : poussières, bruits, vibrations, eaux de surface et souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	Récolement du nouvel arrêté	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 2.1	Demande d'action corrective
5	Hauteur des fronts d'abattage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.3.4	Demande d'action corrective
7	Vibrations liées aux tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.4.4	Demande d'action corrective
8	Surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.4.5	Demande d'action corrective
11	Bilan des mesures de poussières	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.5	Demande d'action corrective
14	Circuit des eaux	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.3.3	Demande d'action corrective
15	Nettoyage des séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.5	Demande d'action corrective
16	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.5	Demande d'action corrective
17	Aménagement du point de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.6	Demande d'action corrective
18	Aménagement du point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.7	Demande d'action corrective
19	Transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.8	Demande d'action corrective
20	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.5.3	Demande d'action corrective
22	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 10.2.1	Demande d'action corrective
23	Surveillance du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 10.4.2	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 2.9	Sans objet
3	Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Clôture	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.2.3	Sans objet
6	Quantité d'explosifs utilisée	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.4.3	Sans objet
9	Nettoyage des roues	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.1.2	Sans objet
10	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.3.2	Sans objet
12	Suivi des conditions météorologiques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.3.3	Sans objet
13	Suivi géologique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.4	Sans objet
21	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 9.2.4	Sans objet
24	Surveillance géotechnique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 10.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un certain nombre d'aménagements n'ont pas encore été réalisés. L'exploitant a indiqué qu'il était en phase de consultation auprès de différents prestataires pour réaliser ces aménagements : déplacement des locaux de l'entrée actuelle du site vers la plate-forme de stockage au nord, réalisation d'une nouvelle aire étanche, mise en place d'un rotolue, d'une rampe d'arrosage pour les bennes non bâchées, d'un nouveau point de rejet aménagé et de dispositifs d'obturation, d'un arrosage automatique et mise en enrobé d'une partie de la piste intérieure. Dans l'attente de la réalisation de la nouvelle aire étanche, un bac à égouttures devra également être utilisé lors du ravitaillement des engins ; le lavage et l'entretien des engins devront se faire à l'extérieur du site.

Le nouveau plan du circuit des eaux devra être transmis à l'inspection des installations classées. Les investigations sur les sols et mesures éventuelles de gestion au niveau des anciennes installations devront être réalisées conformément à l'article 11.2 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2023.

Sur la zone à proximité du pompage, si les prochains tirs de mines ne peuvent techniquement pas respecter la limite de 7,5 m pour la hauteur des fronts d'abattage, l'exploitant devra mettre en place de la bi-détonation pour limiter les impacts en matière de vibration solidienne.

L'exploitant doit mettre en œuvre les suivis et l'entretien nécessaire sur le site, même si l'activité est réduite : nettoyage annuel du séparateur à hydrocarbures et analyse annuelle du rejet.

Il doit transmettre à l'inspection des installations classées les informations relatives au suivi de l'établissement : information en cas de dépassement de valeurs prescrites pour les tirs de mines, transmission des mesures de rejets d'eau sur GIDAF, bilan annuel des émissions de poussières comportant des commentaires relatifs à l'activité sur le site.

Il doit également s'organiser pour mettre en place les nouveaux suivis demandés dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation : suivi au moins annuel de la stabilité des fronts, suivi au moins annuel du faciès géologique (risque amiante), suivi de la tendance des analyses de dureté dans les eaux.

Plus globalement l'exploitant devra compléter le document présentant le récolement des dispositions de l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 2.9
Thème(s) : Autre, Gestion de l'établissement
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles. Sur ces plans sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les dates de levée,• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m,• l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement),• les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation,• les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes de fond de fouille,• la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat,• la position des clôtures,• les zones en cours d'exploitation,• les zones remises en état,• les zones de stockage des déchets inertes d'extraction,• les futures zones à exploiter,• les zones particulières de préservation écologique,• la localisation des installations (traitement des matériaux, bassins de décantation, atelier, aire de ravitaillement, ...) et des stockages de matériaux,• la localisation des pistes internes, ainsi que les voies d'accès et chemins menant à la carrière,• les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière. Un exemplaire de ce ou ces plans est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier plan transmis date du 12/10/2023, avant la signature de l'arrêté préfectoral du 23/10/2023. Il ne comporte pas l'ensemble des éléments demandés par cet arrêté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La prochaine version du plan d'exploitation devra comporter les éléments demandés par le nouvel arrêté et être lisible (sans superposition avec une vue du ciel). Il devra comporter une légende.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Récolement du nouvel arrêté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Récolement des prescriptions
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois suivant sa notification, l'exploitant procède à un récolement des

dispositions du présent arrêté. Ce bilan, transmis à l'inspection des installations classées, précise et, au besoin, justifie la nature et le dimensionnement des mesures techniques retenues pour respecter ses prescriptions.

Dans le cas où certains travaux ne sont pas encore achevés, l'exploitant précise les délais de leur réalisation effective en indiquant les raisons des retards pris.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis un document, daté du 26/04/2024, relatif au récolement des dispositions de l'arrêté préfectoral du 23/10/2023. Ce document n'apporte pas suffisamment d'informations sur les modalités mises en œuvre ou à mettre en œuvre pour respecter les dispositions de l'arrêté, notamment sur les points suivants :

- consignes d'exploitation (art 2.3) : l'exploitant ne transmet pas les consignes ni ne les décrit,
- limitation de vitesse des véhicules (art 3.3.6) : le document n'apporte pas d'information sur l'affichage de la limitation,
- réalisation des tirs de mines (art 3.4) : le document n'apporte pas d'information sur le signal sonore, il manque une description des moyens utilisés pour l'implantation et le contrôle de la foration, et plus généralement pour maîtriser les dangers et les impacts liés aux tirs de mines, les modalités de surveillance (accords des propriétaires pour réaliser les mesures sur des habitations ou utilisation de plots bétons, protocole de mesure),
- propreté (art 4.1.1) : il manque les informations sur les dispositions prises pour éviter les salissures sur la voie publique et les modalités de nettoyage de la route en cas de salissure
- milieux naturels (art 4.3) : il manque les informations sur la configuration du bassin de pompage des eaux d'exhaure (mesure d'évitement) et les mares compensatoires,
- prévention des envols de poussières (art 6.1) : il manque les informations sur les modalités d'arrosage des stocks de matériaux et déchets d'extraction et des pistes, les mesures de maîtrise des émissions des bennes des camions de transport, sur le délai de mise en place de la piste d'entrée en enrobé et de l'arrosage automatique,
- dispositif d'isolement des effluents (art 7.3.2) : il manque les informations sur le dispositif en place ou à mettre en place,
- plan ou schéma du circuit des eaux (art 7.3.3) : le plan ne comporte pas tous les éléments attendus,
- ouvrages de rejets d'eau (art 7.4) : il manque les informations sur les dispositifs d'obturation, le limiteur de débit, l'aménagement du point de prélèvement,
- gestion des déchets sur le site avant leur évacuation (art 8.2.2 et 8.2.3) : cette gestion n'est pas décrite,
- dispositifs de limitation du bruit des engins (art 9.1.2) : ces dispositifs ne sont pas décrits,
- prévention des risques (art 10) : aucune information n'est apportée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un document complété pour tenir compte des remarques précédentes.

Concernant les mares compensatoires, il a été constaté la présence d'une mare existante au niveau de la zone de compensation prévue pour l'implantation de deux mares. Cette mare peut être utilisée dans le cadre de l'aménagement des deux mares. L'exploitant prévoit potentiellement l'implantation de 2 mares supplémentaires. Il est possible de réaliser globalement 2 ou 3 mares ; leur surface totale doit être au moins égale à 1 120 m².

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°3 : Accès à la voirie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité routière
Prescription contrôlée : L'accès au site se fait à partir de la RD 3 via le chemin rural du Grand Betz. Sous réserve de l'accord du gestionnaire de la voirie départementale, l'exploitant met en place une signalisation routière verticale le long de la RD 3 pour avertir les usagers de la route départementale des mouvements de camions.
Constats : Il a été constaté la mise en place de deux panneaux de danger avec indication "sortie de carrière" au niveau de la RD3. Ces panneaux sont positionnés sur la RD3, de part et d'autre de l'intersection avec le chemin communal permettant l'accès à la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Prescription contrôlée : L'accès à toute zone dangereuse, et en particulier à la zone d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. L'accès au site est fermé par un portail lors de toute interruption de l'activité. [...] Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'une clôture grillagée sur une partie du périmètre du site : depuis l'intersection entre la RD3 et la RD43 à l'Est du site, au Sud du site et à l'Ouest jusqu'au droit de la première habitation située au Sud du lieu-dit Le Petit Betz. Le reste de la clôture n'a pas été contrôlé. Cette clôture n'appelle pas de remarque particulière. L'accès principal est fermé par un portail. Il a également été constaté la présence de deux accès secondaires fermés par une clôture herbagère. Il a été constaté la présence à plusieurs endroits de pancartes placées sur la clôture et avertissant du danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Hauteur des fronts d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque géotechnique
Prescription contrôlée : La hauteur des fronts d'abattage est limitée à 7,5 m
Constats : Lors de la visite d'inspection, les dossiers des tirs de 2023 (3 tirs) et 2024 (7 tirs jusqu'au 09/04/2024) ont été consultés. La plupart des tirs ont une hauteur de 7,5 m environ. Cependant quelques tirs présentent une hauteur d'environ 9 m, à proximité de la zone de pompage.

L'exploitant a indiqué que la pente du terrain décapé est descendante et qu'il est nécessaire de réaliser quelques tirs supplémentaires d'une hauteur supérieure à 7,5 m dans cette zone pour permettre de rester à l'horizontale sur le niveau inférieur. Ensuite, la hauteur des fronts d'abattage pourra être limitée à 7,5 m.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La prescription relative à la limitation de la hauteur des fronts a été prise sur proposition de l'exploitant afin de l'imiter l'impact des tirs de mines en termes de vibrations solidiennes. S'il n'est techniquement pas possible de découper les tirs sur des hauteurs inférieures à 7,5 m, **l'exploitant devra mettre en œuvre de la bi-détonation sur les tirs concernés** afin d'obtenir une équivalence à la limitation physique de la hauteur des fronts d'abattage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°6 : Quantité d'explosifs utilisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Explosifs

Prescription contrôlée :

La quantité maximale d'explosifs utilisé pour chaque tir est de 2 000 kg

Constats :

Lors de la visite, les dossiers des tirs de 2023 et 2024 ont été consultés. La quantité d'explosifs utilisée pour ces tirs est inférieure à 2 000 kg par tir.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Vibrations liées aux tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations

Prescription contrôlée :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 7 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. De plus, sur l'année civile, 80 % des tirs devront être à l'origine de vitesses particulières pondérées inférieures à 5 mm/s. Si moins de 10 tirs sont réalisés sur l'année, seuls deux tirs pourront être à l'origine de mesures de vibrations supérieures à 5 mm/s.

La surpression acoustique générée par les tirs de mines ne devra pas dépasser 125 décibels linéaires.

Constats :

Lors de la visite, les résultats des mesures de vibration et surpression acoustique ont été contrôlés.

Le tir du 06/11/2023 a été à l'origine d'une vibration pondérée mesurée à 9.83 mm/s. L'exploitant indique que le sismographe n'a pas pu être posé à son emplacement habituel mais a été posé sur le sol près du portail, ce qui explique une amplification de la vibration du sol.

Pour les tirs de 2024, il a été constaté un dépassement de la valeur de 5 mm/s lors du tir de mines du 05/03/2024 (5.5 mm/s mesuré en un point de mesure).

Par ailleurs, le tir de mines du 22/02/2024 a été à l'origine d'une surpression acoustique de 124,9 dB.

Les autres résultats de mesures n'appellent pas de remarque particulière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à rester en-dessous des valeurs de 5 mm/s pour les vibrations solidiennes et

125 dB pour la surpression acoustique.

A défaut d'accord du propriétaire de l'habitation la plus proche de l'excavation, l'exploitant doit aménager un emplacement représentatif de celle-ci et constitué d'un plot en béton ou aménagé sur le rocher conformément aux dispositions de l'article 3.4.5 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°8 : Surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 3.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations

Prescription contrôlée :

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique au niveau de trois emplacements minimums. [...] Au moins un emplacement est situé au niveau de l'habitation la plus proche [...]. En cas de dépassement des valeurs prescrites (vitesse particulière et niveau de pression acoustique de crête), l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour éviter son renouvellement. [...]

Constats :

Lors de la visite, les résultats des mesures de vibration et surpression acoustique ont été contrôlés pour les 7 tirs de mines de l'année 2024.

Les tirs ont tous donné lieu à des mesures ; cependant les dossiers ne comportent pas les résultats en trois emplacements pour l'ensemble des tirs. L'exploitant a indiqué que certains sismographes n'avaient pas déclenché pour certains tirs.

Les tirs de mines du 06/11/2023 et du 05/03/2024 ont été à l'origine de dépassement des valeurs prescrites, respectivement la valeur de 7 mm/s et la valeur de 5 mm/s. L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de ces dépassements. Il doit analyser la cause de ces dépassements et mettre en œuvre des mesures afin d'éviter qu'ils se reproduisent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'indiquer dans le dossier de tir lorsque certains sismographes n'ont pas déclenché. Leur localisation devra également être précisée.

L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées d'un éventuel dépassement des valeurs prescrites.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre la localisation des points de mesure pouvant être utilisés pour la surveillance des vibrations et de la surpression acoustique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°9 : Nettoyage des roues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières

Prescription contrôlée :

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un dispositif de lavage des roues des véhicules est en place et la voie de sortie de la carrière est revêtue d'un enrobé.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un dispositif bétonné pouvant permettre le nettoyage des roues s'il est rempli d'eau, ce qui n'était pas le cas le jour de la visite d'inspection. Cependant, il n'y avait pas d'activité sur le site le jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières

Prescription contrôlée :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$. L'objectif à atteindre est de $350 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. La valeur limite à ne pas dépasser est de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement de la valeur limite de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.5, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance la fréquence de suivi peut devenir semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur limite de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ prévue au paragraphe précédent et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport « retombées de poussières – Année 2023 » (GEOSCOPE).

En 2023, deux campagnes ont été réalisées : du 5 avril au 5 mai et du 4 octobre au 3 novembre. Elles ont été réalisées conformément à la norme NF X 43-014. L'analyse a porté sur la masse des dépôts totaux soit la somme des fractions solubles et insolubles simultanément. Les résultats sont inférieurs à $200 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ au niveau des 2 points de mesures situés à proximité des habitations les plus proches situées sous les vents dominants de la carrière.

Aucune campagne de mesure n'a été réalisée lors d'une période potentiellement plus émettrice de poussières (été). L'exploitant indique que les campagnes ont été réalisées lors des campagnes de concassage et qu'il n'est pas réalisé de campagne de concassage en période estivale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une **réévaluation de la pertinence du positionnement du point témoin est à réaliser** car les niveaux mesurés sont de l'ordre de ceux mesurés sur la carrière et sont notablement plus élevés que ce qu'on peut trouver sur d'autres sites.

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Bilan des mesures de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées, mesures de rejets et mesures des retombées dans l'environnement. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, de la valeur objectif, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : Le rapport « retombées de poussières – Année 2023 » (GEOSCOPI) transmis préalablement à la visite ne commente pas les résultats sur la base de l'activité sur le site lors des campagnes de mesures. Cette information ne figure pas non plus dans la déclaration GEREP pour l'année 2023. Les résultats d'une seule campagne de mesures sont reportés dans GEREP et ceux-ci ne correspondent pas aux résultats du rapport GEOSCOPI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les prochains bilans relatifs aux retombées de poussières devront être commentés également sur la base de l'activité sur le site pendant les campagnes de mesures. La déclaration GEREP a été mise en révision pour permettre à l'exploitant de corriger les données relatives aux retombées de poussières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°12 : Suivi des conditions météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées de poussières est corrélé aux conditions météorologiques présentes au moment des campagnes de mesures. Pour ce faire, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.
Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport « retombées de poussières – Année 2023 » (GEOSCOPI). Le rapport indique qu'une station météorologique a été implantée sur le site lors des deux campagnes de mesures. Le rapport indique que la corrélation entre les résultats des mesures et la météorologie observée lors des campagnes est non significative.
Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : Suivi géologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Risque amiante
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser un suivi géologique, par un géologue compétent, à périodicité annuelle ou

lors de l'ouverture d'un nouveau front ou lors de la découverte. Lors de ces suivis, le géologue réalise ou met à jour un plan de repérage des occurrences potentiellement asbestiformes. L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées en cas d'identification d'occurrence potentiellement asbestiforme.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport « Analyse pétrographique de la carrière du petit Betz » (OOLITE – 21/10/2020) qui figurait au dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'arrêté préfectoral du 23/10/2023.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'ouverture de nouveau front ou d'opération de découverte depuis la réalisation de ce rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La périodicité du suivi géologique doit être au minimum annuelle. Le premier examen doit donc être réalisé avant le 23/10/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N°14 : Circuit des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux sur le site est établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, exhaure, ...).

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un plan du circuit des eaux : ce plan ne comporte pas tous les éléments attendus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un plan ou schéma du circuit des eaux comportant l'ensemble des éléments demandés. Ce plan peut tenir compte des travaux qui seront réalisés en fin d'année.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°15 : Nettoyage des séparateurs à hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (décanteurs-séparateurs à hydrocarbures ...) et les rétentions doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Les justificatifs du nettoyage des décanteurs-séparateurs à hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets dangereux émis le 30/04/2024 suite au nettoyage du séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant indique que le séparateur à hydrocarbures n'a pas fait l'objet d'un nettoyage en 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à réaliser le nettoyage du séparateur à hydrocarbures à une fréquence au minimum annuelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°16 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

Les eaux sont rejetées au milieu naturel au travers d'un unique point de rejet dans les conditions ci après définies :

- Débit Inférieur à 110 m³/h
- Température des effluents Inférieure à 30°C
- pH Compris entre 5,5 et 8,5 hors période d'étiage. En période d'étiage, le pH doit être compris entre 6 et 8,5
- Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales) Inférieure à 35 mg/l
- DCO (demande chimique en oxygène) Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté
- HCT (hydrocarbures totaux) Inférieur à 10 mg/l
- Modification de couleur du milieu récepteur Inférieur à 100mg/Pt/l

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures avant rejet au fossé, à l'exception de la modification de couleur du milieu récepteur. L'exploitant fait réaliser à une fréquence trimestrielle, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions. La vérification de la conformité de la modification de couleur du milieu récepteur est réalisée de manière trimestrielle, au niveau du ruisseau de la Basse Ville, en amont et en aval du point de jonction avec le fossé recueillant les rejets d'eau du site. L'exploitant s'assure à une fréquence minima annuelle que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l, avant nettoyage de l'équipement et pour un prélèvement instantané.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport « Rapport de suivi annuel 2023 » (GEOSCOPE). Le suivi des rejets d'eau est réalisé à une fréquence trimestrielle. L'ensemble des paramètres est mesuré et les niveaux mesurés sont inférieurs aux valeurs limites.

Cependant, il n'a pas été réalisé de mesure au niveau du séparateur à hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à réaliser une mesure annuelle au niveau du rejet du séparateur à hydrocarbures.

Les échantillons devront être prélevés proportionnellement au débit sur 24h lorsque les travaux d'aménagement du nouveau point de rejet seront réalisés en fin d'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°17 : Aménagement du point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Ces points de rejet sont munis de dispositifs d'obturation permettant d'éviter des rejets au milieu naturel en cas de pollution. L'exploitant met en place un système limitateur de débit en sortie du dernier bassin de décantation avant rejet, afin de respecter en tous temps la valeur de 3l/s/ha pour la carrière, y compris après la remise en état du site.
Constats : Ces aménagements n'ont pas encore été réalisés. L'exploitant indique qu'ils seront réalisés en fin d'année 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°18 : Aménagement du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les émissaires de rejet doivent être équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement permettant de prélever un échantillon proportionnellement au débit sur 24 heures. Le canal de mesure du débit est doté d'un compteur totalisateur. La quantité totale des eaux rejetées doit faire l'objet d'un suivi mensuel.
Constats : Ces aménagements n'ont pas encore été réalisés. L'exploitant indique qu'ils seront réalisés en fin d'année 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°19 : Transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les résultats de l'autosurveillance des rejets au milieu naturel sont, sauf impossibilité technique, transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). Ces résultats sont transmis dans un délai de 1 mois suivant la fin du trimestre concerné.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance des rejets au milieu naturel ne sont pas déposés sur l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 20 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 7.5.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'ensemble des 7 ouvrages, l'exploitant réalise une mesure de la piézométrie, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois.</p> <p>Pour l'ouvrage S5 et pour le point de prélèvement des eaux d'exhaures, des échantillons sont prélevés tous les ans en période de hautes eaux. Les analyses des eaux prélevées portent sur la mesure de la dureté.</p> <p>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.</p> <p>L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport « Rapport de suivi annuel 2023 » (GEOSCOP).</p> <p>Le suivi piézométrique est réalisé au niveau de 5 ouvrages. Il a été réalisé en mars et septembre 2023. Le rapport note un "refus" pour les deux prélèvements semestriels au niveau des ouvrages S9 et S9bis. Le rapport présente un suivi historique des niveaux piézométriques. L'historique des relevés montre que ces points ne sont plus suivis depuis plusieurs années.</p> <p>Une mesure de la dureté a été réalisée le 14/09/2023 au niveau du point S5 et sur les eaux d'exhaure de la carrière. Un outil de suivi de ces mesures n'est pas mis en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rechercher un suivi alternatif aux ouvrages S9 et S9bis.</p> <p>Il doit mettre en place un suivi des résultats de mesure de la dureté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°21 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores des installations permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée au niveau des zones suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Habitation au Sud-Ouest au lieu-dit le Grand-Betz, - Habitation en limite de site au Nord-Ouest, - Habitation au Nord-Ouest au lieu-dit le Petit-Betz, - Habitation au lieu-dit les Quatre Chemins, - Lieu-dit la Douettée ; <p>Une mesure des niveaux de bruit est également réalisée en deux points en limite de site, au Nord et au Sud.</p> <p>La fréquence de mesures des émissions sonores est annuelle.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus</p>

<p>représentatifs des bruits émis par le chantier sur une durée d'une demi-heure au moins. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel.</p> <p>L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.</p> <p>Les résultats des campagnes de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées en cas de dépassement des valeurs limites. Ils sont alors accompagnés de la description des mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant. Dans les autres cas, ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le document « Rapport de suivi annuel 2023 » (GEOSCOP).</p> <p>Les mesures de bruit ont été réalisées le 01/06/2023 selon la méthode d'expertise.</p> <p>Les mesures d'urgence ont été réalisées au niveau de deux habitations situées au Petit Betz, une habitation située au Grand Betz une habitation au lieu-dit les Quatre Chemins. Les mesures ont été réalisées avant la signature de l'AP du 23/10/2023 : il n'a donc pas été réalisé de mesure au lieu-dit La Douettée.</p> <p>Les mesures de bruit en limite de propriété ont été réalisées au nord et au sud du site.</p> <p>Les résultats sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°22 : Aire étanche

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 10.2.I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ou sur une aire étanche équivalente. Les eaux et liquides ainsi collectés font l'objet d'un traitement préalable dans un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'aire présente sur le site n'est pas étanche : elle est très fissurée.</p> <p>L'exploitant indique qu'une nouvelle aire étanche va être réalisée en fin d'année lors du transfert de la bascule et de la base vie au nord du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans l'attente de la mise en place d'une nouvelle aire étanche, l'exploitant doit réaliser le ravitaillement des engins en utilisant également un bac à égouttures pour récupérer les éventuelles fuites de carburant. Ces écoulements doivent être évacués comme des déchets le cas échéant. L'entretien et le lavage des engins ne doivent pas être réalisés sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N°23 : Surveillance du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 10.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Risque géotechnique</p>

Prescription contrôlée :

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de gel ou de fortes pluies ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

Les risques d'effondrements donnent lieu sans délai soit à une intervention soit à une sécurisation de la zone. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaires, le cas échéant.

L'exploitant met en place une traçabilité de cette surveillance et de ces interventions.

Constats :

Lors de la visite, les documents de suivi des interventions ou opérations de sécurisation ont été consultés. Il s'agit de plans du site localisant et datant ces opérations dans l'excavation. Ces documents tracent les actions réalisées le 02/11/2023 et le 17/04/2024.

Une traçabilité de la surveillance n'est pas mise en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°24 : Surveillance géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2023, article 10.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Risque géotechnique

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire, et au moins une fois tous les ans, par une personne compétente, à un suivi des instabilités rocheuses. Tous les 5 ans, ce suivi est effectué par une personne compétente externe à l'exploitant. Ce suivi fait l'objet d'un compte-rendu qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le rapport « Analyse de la stabilité de la carrière du Petit Betz » (OOLITE – 16/09/2020). Ce document figurait dans le dossier de demande d'autorisation qui a abouti à l'arrêté préfectoral du 23/10/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le suivi des instabilités rocheuses doit être réalisé à une fréquence au moins annuelle par une personne compétente. Le prochain suivi doit être réalisé avant le 23/10/2024.

Type de suites proposées : Sans suite